



Le 6 avril 2020

La direction fait marche arrière sur les dividendes. Il faut poursuivre la mobilisation !

AÉROPORTS DE PARIS

Finalement la direction recule sur les dividendes. Dans un communiqué du 31 mars, elle déclare qu'il ne sera pas proposé de verser le solde du dividende au titre de l'exercice 2019 lors de la prochaine AG des actionnaires (qui ont déjà eu un acompte de 69 millions en décembre dernier).

C'est à l'issue d'une réunion entre E. Macron et les responsables syndicaux, le 27 mars, que le gouvernement a indiqué qu'il n'accorderait ni report fiscal ni report des cotisations sociales pour les entreprises qui verseraient des dividendes.

La pression des organisations syndicales d'ADP, dont certaines ont interpellé directement le ministère de l'économie (CGT, Unsa), a contraint la direction à changé de position.

Cependant, la question de la solidarité avec les salariés reste entière.

Puisque cette direction ne change rien sur ses orientations salariales en refusant de maintenir les salaires à 100% pendant l'activité partielle et ne renonce pas à son plan d'économie de 30 millions d'euros sur la masse salariale.

Et pourtant, une fois encore, c'est par notre action que nous avons permis de récupérer les **297 millions d'euros de dividendes**, tout comme nous avons empêché la privatisation d'ADP.

Le gouvernement et la direction ont beau se réfugier derrière la situation du marché, c'est bien l'action démocratique et notamment le **RIP** qui a repoussé l'échéance.

Nul doute que Bruno Le Maire n'aurait pas hésité à privatiser ADP au même moment que la FDJ.

Alors oui, le choix nous appartient pour imposer nos décisions au gouvernement et à la direction.

Jusqu'au bout la direction refusait de remettre en cause les dividendes tout comme elle s'obstine à poursuivre l'acquisition du groupe GMR ou d'autres groupes en utilisant une partie des **2,5 milliards d'euros d'emprunt** qu'elle vient de lancer. **La priorité n'est pas aux investissements étrangers mais aux soutiens des salariés et des emplois** sur les plateformes parisiennes. Cet emprunt fait exploser l'endettement du Groupe alors que



les quelques 3 milliards d'euros versés aux actionnaires depuis la privatisation auraient permis d'avoir un niveau de trésorerie beaucoup plus élevé. Et aujourd'hui, **seuls les salariés sont mis à contribution.**

De la même façon, le gouvernement remet en cause les acquis sociaux, le droit du travail dans les ordonnances. En revanche, il refuse de rétablir l'ISF ou même de remettre en cause les dividendes pour beaucoup d'entreprises.

Ce sont des injustices sociales incroyables, à un moment où il y a besoin de montrer de la solidarité.

Celles et ceux qui aujourd'hui travaillent en prenant des risques pour assurer les missions de service public et garantir les besoins vitaux, ou encore celles et ceux contraints au chômage partiel avec une baisse de leurs revenus, tous ces salariés, ces citoyens n'oublieront pas.



Syndicat CGT ADP



cgtroissy@adp.fr / cgtorly@adp.fr

Le blog : <http://www.lacgtadp.com/>